



DOCUMENTS

FILE COPY

NOT TO BE TAKEN OUT

Distr.
LIMITEE

47364

NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

E/CN.14/PSD.1/22

10 janvier 1980

Original : FRANCAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première session de la Conférence commune
des planificateurs, des statisticiens
et des démographes africains

Addis-Abéba, 24 mars - 2 avril 1980

ÉVOLUTION DES STATISTIQUES
INDUSTRIELLES, DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
EN AFRIQUETable des matières

	<u>Paragraphe</u>
INTRODUCTION	1 - 3
I. ÉVOLUTION DES STATISTIQUES INDUSTRIELLES EN AFRIQUE.	4 - 74
A. Observations générales	4 - 9
B. Situation par pays	9 - 74
II. SITUATION CONCERNANT LES STATISTIQUES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	75 - 79
III. PRIORITÉS RÉGIONALES À MOYEN ET LONG TERMES DANS LE DOMAINE DES STATISTIQUES INDUSTRIELLES, DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	80 - 85
CONCLUSION	86 - 88

ANNEXES STATISTIQUES (TABLEAUX RECAPITULATIFS)

Tableau A. Industries manufacturières

Tableau B. Indices de la production industrielle

Tableau C. Statistiques du bâtiment et des travaux publics

INTRODUCTION

1. Consciente de l'importance fondamentale de l'industrialisation dans le processus du développement économique et social, l'Organisation des Nations Unies s'est efforcée, au cours des vingt dernières années,

de promouvoir à l'échelle mondiale une connaissance statistique approfondie de la structure et des activités du secteur industriel en vue de répondre aux besoins croissants en données des responsables politiques, des planificateurs, des économistes et des organismes d'aide au développement.

2. Les actions entreprises par les Nations Unies comprennent, entre autres, les Programmes mondiaux d'enquêtes industrielles de 1960 et 1973, la préparation et la diffusion de recommandations internationales concernant les statistiques du bâtiment et des travaux publics, l'organisation de séminaires et de groupes de travail, et l'assistance technique et financière directe aux pays en voie de développement. Il est prévu de prolonger ces actions par la mise en oeuvre, à partir de 1983, d'un troisième Programme mondial d'enquêtes industrielles.

3. Le présent document fait le point de la situation dans la région africaine, et essaye d'inventorier les priorités régionales à moyen et long termes dans le domaine des statistiques industrielles, du bâtiment et des travaux publics.

I. EVOLUTION DES STATISTIQUES INDUSTRIELLES EN AFRIQUE

A. Observations générales

4. Un grand nombre de pays de la région ont mis en place, au cours des vingt dernières années, un programme d'enquêtes annuelles sur la structure et les activités du secteur industriel. Par contre, un nombre restreint de ces pays organisent des recensements industriels selon une périodicité régulière et disposent d'un système intégré de statistiques industrielles. En outre, les services statistiques africains souffrent dans leur majorité d'une pénurie grave de personnel qualifié et ne parviennent pas à assurer, en temps opportun, la publication des résultats des enquêtes industrielles.

5. Les données recueillies lors des enquêtes sont, la plupart du temps, incomplètes quant à leur couverture et à leur portée et comportent d'importantes lacunes sur le plan qualitatif. Il reste beaucoup à faire, par ailleurs, pour adapter les concepts, les définitions et les systèmes de classifications utilisés aux normes internationales.

6. L'établissement de répertoires industriels nationaux constitue également l'une des tâches qui requièrent une attention plus marquée. Ces documents, qui conditionnent dans une large mesure, la validité des résultats des enquêtes, sont rarement élaborés à la suite d'un dénombrement complet des unités industrielles. La plupart des services statistiques africains utilisent, pour leur confection, les annuaires des chambres de commerce, les dossiers fiscaux et de sécurité sociale. Ces sources sont souvent de couverture limitée, entachées d'erreurs et mal adaptées aux objectifs des enquêtes industrielles.

7. Une autre lacune majeure qui entrave l'organisation et la conduite rationnelles des enquêtes industrielles en Afrique a trait à la méthodologie utilisée. Beaucoup de questionnaires nationaux nécessitent des améliorations en ce qui concerne leur contenu et leur présentation, le libellé et la succession des rubriques. Les techniques d'enquête et le choix des unités statistiques sont souvent inappropriés. La situation n'est guère meilleure, s'agissant des méthodes de traitement et d'analyse des données.

8. Bien que des progrès notables aient été accomplis concernant le volume des informations recueillies, d'importants indicateurs, tels que la production industrielle par produit, la formation de capital par type de biens de capital, les heures d'ouvriers, les matières consommées selon leur nature et leur origine, et la variation des stocks selon leurs principaux éléments constitutifs, ne sont pas saisis dans un grand nombre de pays de la région. Par ailleurs, dix-neuf pays seulement élaborent des indices de la production industrielle.

9. Enfin, la collecte des données auprès des petites unités industrielles a été à peine entamée dans la grande majorité des pays africains. Seules quelques enquêtes très partielles sur l'artisanat ont été effectuées, selon des méthodologies diverses auxquelles il conviendrait d'apporter d'importantes améliorations de fond. Ces enquêtes étaient très souvent liées à la mise en oeuvre de projets de développement économique sectoriel (promotion de l'artisanat utilitaire en milieu urbain, accroissement de la production d'huiles végétales, etc.).

3. Situation par pays 1/

Bénin

10. L'Institut national de la statistique et de l'analyse économique du Bénin (INSAE) a réalisé, au cours de la période quinquennale 1964-1968, trois recensements auprès des entreprises industrielles et commerciales du pays. Depuis 1969, aucune enquête de couverture nationale n'a été effectuée.

11. La Direction des statistiques de la production et de l'emploi, organe responsable de la collecte, de l'exploitation et de l'analyse des données sur les entreprises au sein de l'INSAE, vient de mener à bien la confection d'un répertoire des plus grandes unités industrielles et commerciales du Bénin. Au cours des prochaines années, elle envisage de mettre en place un fichier exhaustif des entreprises industrielles et commerciales du pays et de réaliser un recensement

1/ Cette étude porte sur les pratiques suivies par vingt-trois pays de la région africaine en matière de collecte, d'exploitation et d'analyse des données sur l'industrie ; elle a été réalisée à la suite d'une enquête sur l'évolution des statistiques industrielles entreprise en décembre 1973 par la Division de la statistique de la CEA.

industriel et commercial et deux enquêtes portant respectivement sur les conditions d'exploitation des entreprises industrielles et les salaires dans le secteur industriel. L'insuffisance de personnel qualifié a constitué jusqu'ici le principal obstacle au développement des statistiques sur les entreprises au Bénin.

Botswana

12. L'Office central de la statistique du Botswana réalise chaque année, depuis 1971, une enquête annuelle sur la production et la distribution. Cette enquête est exclusivement organisée dans le cadre des travaux de comptabilité nationale et ne fait pas l'objet de publication. Les données rassemblées sont intégralement traitées, à l'heure actuelle, par ordinateur. Une enquête industrielle sera organisée pour la première fois dans le pays, d'ici à la fin de l'année 1982. Le retard pris dans ce domaine est essentiellement imputable à un manque de personnel qualifié.

Burundi

13. Une enquête annuelle limitée aux unités industrielles et commerciales des villes de Bujumbura, Gitega et Ngozi, est entreprise chaque année, depuis 1971, par le Département des études et statistiques du Ministère du plan du Burundi. Outre le problème de couverture géographique des données recueillies, d'importantes difficultés sont signalées en ce qui concerne l'exploitation, l'analyse et la publication des résultats de l'enquête. Le Département des études et statistiques envisage d'élaborer, dans un proche avenir, un fichier des entreprises industrielles et commerciales. Les moyens en personnel disponibles à l'heure actuelle sont notoirement insuffisants, quantitativement et qualitativement.

Cameroun

14. Depuis l'année 1964, la Direction de la statistique et de la comptabilité nationale du Cameroun procède chaque année à un recensement annuel des entreprises industrielles et commerciales utilisant les techniques modernes de gestion (tenue d'une comptabilité régulière). A partir de l'année budgétaire 1972/1973, le questionnaire du recensement a été remplacé par un autre plus complet appelé "Déclaration statistique et fiscale". Ce nouveau questionnaire, qui s'inspire essentiellement du Plan comptable général des entreprises en vigueur au sein de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale, a été élaboré par les Directions de la statistique des Etats membres de cette Organisation. La "Déclaration statistique et fiscale" recueille presque toutes les données disponibles dans l'entreprise.

15. La plus récente publication des résultats du recensement annuel concerne l'exercice 1973/74 ; les résultats du recensement 1974/75 sont encore à l'imprimerie, tandis que ceux des recensements 1975/76 et 1976/77 font actuellement l'objet d'une exploitation informatique.

16. Par ailleurs, la Direction de la statistique et de la comptabilité nationale du Cameroun vient de mettre sur pied une enquête annuelle de conjoncture qui permet notamment le calcul des indices de la production et des prix industriels. En outre, elle a démarré, récemment, un programme d'enquêtes sur l'artisanat et le petit commerce dans les villes de l'intérieur du pays.

17. Le Service des statistiques industrielles est doté d'un effectif compétent et relativement nombreux. Les principales difficultés rencontrées sont d'ordre matériel et financier.

18. Le programme de travail à moyen terme du Service des statistiques industrielles prévoit notamment :

- l'extension des "Déclarations statistiques et fiscales" à d'autres secteurs (entreprises d'Etat et des coopératives, les banques et assurances) ;
- l'assistance technique aux entreprises pour leur permettre de remplir correctement les "Déclarations statistiques et fiscales" ; et
- le recensement des établissements industriels, commerciaux et de service ne relevant pas du champ de la "Déclaration statistique et fiscale".

Cap Vert

19. La Direction générale de la statistique du Cap Vert procède à deux types d'enquêtes sur le secteur industriel :

- une enquête trimestrielle sur la production (quantité et valeur) ;
- une enquête annuelle qui rassemble des données sur l'emploi, la force motrice installée, la consommation de biens et services, et l'équipement.

20. Les données recueillies sont complétées par les résultats d'une enquête annuelle générale auprès des entreprises qui vise à retracer le bilan de l'activité de celles-ci, quel que soit le secteur d'activité auquel elles appartiennent, durant l'année économique. Ne sont publiés que les chiffres de production (quantité et valeur), par branche d'activité.

21. La Direction générale de la statistique du Cap Vert envisage de réorganiser, au cours des prochaines années, la collecte et l'exploitation des données sur les entreprises. Dans le cadre de cette réorganisation, il est prévu de supprimer les deux enquêtes effectuées actuellement auprès des entreprises industrielles et de réaliser :

- des enquêtes annuelles auprès de toutes les entreprises nationales employant au moins vingt salariés : les données

rassemblées seraient plus complètes que celles recueillies lors des enquêtes annuelles générales réalisées actuellement auprès des entreprises ;

- des enquêtes trimestrielles auprès des établissements industriels, commerciaux et de service.

22. Le développement des statistiques sur les entreprises au Cap Vert souffre principalement du manque de personnel qualifié et de l'insuffisance de moyens financiers et matériels.

Egypte

23. L'Agence centrale de mobilisation publique et de statistique de l'Egypte effectue trois types d'enquêtes sur le secteur industriel :

- une enquête annuelle sur la production industrielle : organisée pour la première fois en 1945, elle concerne tous les établissements industriels (y compris ceux exerçant dans le secteur du bâtiment et des travaux publics) comptant au moins dix personnes occupées ;
- un recensement des petits établissements industriels (moins de dix personnes occupées) appartenant au secteur privé : ce recensement est entrepris tous les cinq ans, depuis 1967 ;
- enfin, une enquête trimestrielle sur la production industrielle couvrant tous les établissements industriels (publics et privés) comptant au moins vingt-cinq personnes occupées ; la première enquête de ce genre a été organisée en 1960.

24. En général, les concepts, les définitions et les systèmes de classification utilisés sont conformes aux recommandations internationales. A partir de 1963, l'année fiscale a été adoptée comme période de référence de l'enquête annuelle, en remplacement de l'année civile. Les statistiques industrielles font l'objet de six publications, dont cinq sont annuelles et une trimestrielle.

25. L'Agence centrale de mobilisation publique et de statistique dispose d'un personnel qualifié et nombreux, ainsi que de moyens financiers et matériels relativement importants. Elle envisage d'organiser, au cours des trois prochaines années, un recensement des établissements industriels comptant cinq à neuf personnes occupées et une enquête par sondage auprès des établissements de taille inférieure, en vue d'assurer une couverture complète des activités de production industrielle exercées dans le pays.

Ethiopie

26. L'Office central de la statistique de l'Ethiopie réalise, depuis quinze ans, une enquête annuelle auprès des établissements exerçant leurs activités dans le secteur manufacturier. Limitée jusqu'en 1970 aux établissements comptant cinq personnes occupées et plus, cette enquête ne couvre à partir de 1971 que les établis-

sements dont la taille est égale ou supérieure à dix personnes occupées. L'Office central de la statistique a réalisé, en 1972, une enquête sur l'artisanat et la petite industrie.

27. Des données sur les industries extractives (production en quantité et en valeur de l'or et du platinium) et la production d'électricité sont rassemblées respectivement auprès du Ministère des mines et de l'énergie et de la Compagnie éthiopienne d'électricité.

23. Les informations recueillies lors de l'enquête annuelle sur l'industrie manufacturière sont celles généralement recommandées par le Bureau de statistique des Nations Unies. Elles font l'objet de publications régulières. L'Office central de la statistique de l'Ethiopie prévoit, dans son programme de travail pour les trois prochaines années, la poursuite de l'enquête annuelle sur l'industrie manufacturière.

29. Parmi les difficultés rencontrées et les obstacles au développement des statistiques industrielles en Ethiopie, il convient de signaler le faible taux des réponses recueillies lors de l'enquête annuelle et le manque de personnel qualifié.

Gambie

30. Le système de statistiques industrielles gambien est d'origine très récente. C'est en 1976, en effet, que fut organisée la première enquête nationale sur le secteur industriel. Une deuxième enquête industrielle a eu lieu en 1977, et une troisième est actuellement en cours.

31. Les deux premières enquêtes ont porté sur l'ensemble des établissements exerçant dans les industries extractives et manufacturières, la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau, quelle que soit leur taille. L'enquête actuellement en cours est limitée, par contre, aux établissements comptant cinq personnes occupées et plus. La collecte des données, leur exploitation et leur analyse sont assurées par la Division des comptes nationaux, l'Office statistique de Gambie ne disposant pas, pour l'instant, d'une unité de statistiques industrielles.

32. Les données recueillies lors des deux premières enquêtes étaient incomplètes et de qualité médiocre, et le taux de non-réponse relativement important. Le manque de personnel qualifié constitue un obstacle majeur au développement des statistiques industrielles dans le pays. Le programme de travail de l'Office statistique de Gambie pour les trois années à venir prévoit l'analyse et la publication des résultats des trois premières enquêtes nationales sur l'industrie et l'organisation d'enquêtes portant sur la période 1977-1980.

Ghana

33. C'est en 1962 que le Ghana entreprit, pour la première fois, un recensement industriel. Ce recensement industriel est d'ailleurs la seule opération du genre qui ait été effectuée dans le pays jusqu'à ce jour, bien qu'il ait été prévu d'en organiser un tous les dix ans en vue de rassembler des données de base sur l'industrie. Par contre, des enquêtes annuelles auprès des établissements employant 30 personnes et plus, ainsi que des enquêtes trimestrielles recueillant quelques indicateurs économiques sont régulièrement effectuées.

34. Conformément aux recommandations internationales concernant la portée des enquêtes industrielles, les enquêtes annuelles et trimestrielles entreprises au Ghana recueillent des informations sur les industries extractives et manufacturières, la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau. Les activités de construction ne sont pas couvertes, à l'heure actuelle, en raison de la difficulté d'obtenir des données fiables sur ce secteur.

35. Les principaux problèmes qui entravent le développement des statistiques industrielles au Ghana sont le manque de personnel qualifié et de moyens matériels et financiers, et le taux de non-réponse élevé enregistré lors des enquêtes. L'Office statistique du Ghana envisage d'organiser un recensement industriel dans les mois à venir.

Kenya

36. Le Bureau central de la statistique du Kenya réalise quatre types d'enquêtes auprès des établissements industriels :

- une enquête annuelle sur la production industrielle : celle-ci a été organisée pour la première fois en 1955, et son champ a considérablement varié au fil des ans ; à partir de 1963, seuls les établissements comptant 50 personnes occupées et plus sont couverts ;
- un recensement industriel, qui est effectué tous les cinq ans, depuis 1963 ;
- une enquête mensuelle sur la production industrielle, qui sert à calculer un indice mensuel de la production ; et
- une enquête trimestrielle de conjoncture.

37. Ces enquêtes sont réalisées auprès des établissements dont l'activité s'exerce dans les industries manufacturières, les industries extractives, l'électricité, les bâtiments et travaux publics. Les activités de production et de distribution d'eau ne sont pas couvertes, mais des informations sont rassemblées dans le cadre d'autres opérations sur ce secteur. La liste des données recueillies et publiées lors des enquêtes est, en général, conforme aux recommandations internationales. L'exploitation des résultats a été

effectuée à l'aide de calculateurs électriques jusqu'ici, mais des dispositions ont été prises récemment en vue de l'utilisation de l'ordinateur pour les enquêtes futures.

38. Au cours des prochaines années, le Bureau central de la statistique du Kenya envisage notamment de mettre en place une banque de données sur l'industrie, d'améliorer l'enquête mensuelle sur la production industrielle et l'enquête trimestrielle de conjoncture. Les moyens financiers, matériels et en personnel mis à la disposition du Bureau sont relativement satisfaisants.

Libéria

39. Le Bureau de la statistique du Libéria n'a entrepris aucun recensement industriel à ce jour. Il organise régulièrement, depuis 1969, des enquêtes trimestrielles et annuelles auprès des établissements employant vingt personnes et plus. Ces enquêtes portent sur les activités agricoles, les industries manufacturières, les bâtiments et travaux publics, le commerce de gros et de détail, la production d'eau et d'électricité, les transports et les services industriels. Les données recueillies concernent la production, l'emploi et les salaires, et la formation de capital. Elles font l'objet de publications régulières.

40. Le Bureau de la statistique du Libéria envisage d'organiser, dans les années à venir, un recensement industriel. Ce projet est actuellement en cours d'élaboration. Les moyens matériels et en personnel disponibles sont encore trop limités pour favoriser un développement rapide des statistiques industrielles au Libéria.

Madagascar

41. Organisé dans le cadre de la préparation du IIIe Plan quinquennal de développement, le premier recensement des entreprises industrielles de Madagascar a eu lieu en 1967, la période de référence étant l'exercice 1966. Par la suite, l'Institut national de la statistique et de la recherche économique (INSRE) a effectué tous les deux ans, jusqu'en 1975, une "enquête de mise à jour" portant sur deux exercices consécutifs de l'entreprise avant de démarrer, en 1976, un programme d'enquêtes annuelles.

42. Les informations sont rassemblées, par voie postale, auprès de toutes les entreprises du secteur moderne exploitant à Madagascar et ayant une ou plusieurs activités à caractère productif, y compris celles exercées dans le secteur des industries extractives, de la production et distribution d'électricité, gaz et eau. Le secteur moderne se définit à partir d'un certain seuil minimum, dont le niveau est déterminé par différents critères : effectif du personnel, production ou chiffres d'affaires. Les seuils ne sont pas les mêmes pour les différentes branches d'activité.

43. L'entrée en vigueur du Plan comptable malgache a permis d'améliorer considérablement la qualité des données recueillies. Cependant, le taux de non-réponse demeure encore assez élevé et constitue l'un des principaux obstacles au développement des statistiques industrielles à Madagascar. Après les séries de recensements industriels effectués dans le pays, le personnel technique en place apparaît suffisamment rodé pour assurer la continuité, voire l'amélioration des informations, si des moyens matériels suffisants sont mis à sa disposition.

Malawi

44. L'Office national de la statistique du Malawi effectue, depuis 1969 :

- une enquête annuelle sur les activités économiques ; et
- une enquête trimestrielle sur l'emploi et les salaires.

45. Ces deux enquêtes sont réalisées auprès de toutes les entreprises et organisations privées comptant 20 personnes occupées et plus, et auprès de l'ensemble des unités économiques relevant du secteur public. Les informations recueillies ont été régulièrement publiées jusqu'à maintenant. Les unités statistiques sont regroupées selon la classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI).

Mali

46. La Direction nationale de la statistique et de l'informatique du Mali procède régulièrement à deux types d'enquête sur le secteur industriel :

- une enquête annuelle classique auprès des entreprises justifiant d'une comptabilité régulièrement tenue ; cette enquête qui s'effectue en principe, par correspondance, nécessite assez souvent la visite d'un statisticien dans les entreprises pour compléter les informations et corriger les erreurs de déclaration ;
- une enquête trimestrielle sur la production ; elle est exclusivement qualitative et sert à calculer un indice trimestriel de la production industrielle.

47. Les délais de publication des résultats, qui font l'objet d'une exploitation manuelle, sont généralement assez longs. Les difficultés rencontrées sont d'ordre matériel et concernent principalement l'insuffisance des instruments de tirage et des véhicules de liaison. Au cours des années à venir, la Direction nationale de la statistique et de l'informatique du Mali s'efforcera d'améliorer les deux enquêtes mentionnées ci-dessus et de mettre en place un système intégré de statistiques industrielles.

Maroc

48. Au Maroc, la Direction de la statistique est le principal organe de collecte, de traitement et de diffusion des statistiques industrielles. Les travaux réalisés dans le pays au cours des dix années comprennent :

- deux enquêtes de structure, organisées respectivement en 1969 et 1975 ; elles avaient pour principaux objectifs la mise à jour de l'information statistique disponible sur différents secteurs d'activité économique (énergie et mines, industries de transformation, bâtiments et travaux publics, transports, commerce de gros et artisanat) et la construction d'un tableau d'échanges inter-industriels ;
- deux recensements industriels, effectués en 1976 et 1977, en vue de permettre l'établissement et la mise à jour d'un fichier des unités économiques industrielles et de répondre aux besoins des différents utilisateurs de statistiques industrielles ; dans l'avenir, la Direction de la statistique du Maroc compte organiser un recensement industriel tous les cinq ans ;
- l'exploitation des dossiers fiscaux en vue de l'établissement des comptes du secteur des sociétés et quasi-sociétés pour les années 1971, 1972, 1973, 1974 et 1975 ;
- l'élaboration d'un fichier de base de tous les établissements : un premier fichier avait été déjà élaboré en 1966 pour les établissements de 10 employés et plus ; la non-exhaustivité et la mise à jour irrégulière de ce fichier réduisent considérablement la portée de son utilisation ;
- des enquêtes permanentes de production (semestrielle) et de conjoncture (trimestrielle) ;
- enfin, des enquêtes sectorielles spécialisées : menées principalement par l'Office du développement industriel et la Banque nationale de développement économique, elles permettent la confection des comptes du sous-secteur concerné et son analyse ; les enquêtes sectorielles spécialisées ont porté respectivement sur le sous-secteur de l'édition et de l'imprimerie (1976), les industries de la parfumerie et cosmétique (1976-1977), la soie naturelle et ses perspectives de production (1973), les industries de la pêche (1976), l'industrie du ciment (1975-1977), et les matériaux de construction (1978-79)

49. L'unité statistique utilisée était l'établissement ou l'entreprise, selon la nature et les objectifs de l'enquête. Les données rassemblées font l'objet d'une diffusion large et régulière. Dans l'ensemble, le système de statistiques industrielles marocain a connu un développement appréciable au cours des dix dernières années. Il reste beaucoup à faire, cependant, afin de parvenir à un système intégré, cohérent et capable de répondre aux besoins des différents

utilisateurs. Des efforts seront entrepris dans cette direction, dans les années à venir, parallèlement à l'introduction de certaines modifications au niveau des enquêtes permanentes. En outre, la Direction nationale de l'industrie procédera à un recensement industriel portant sur l'exercice 1978, tandis que la Banque nationale de développement économique et l'Office de développement industriel réaliseront un certain nombre d'enquêtes sectorielles spécialisées.

Nigéria

50. Deux enquêtes sont couramment réalisées au Nigéria, à savoir :

- une enquête annuelle sur l'industrie manufacturière dont la couverture est limitée aux établissements de dix employés et plus ; cette enquête est organisée conjointement par l'Office fédéral de la statistique et les Ministères régionaux de la planification économique ;
- une enquête annuelle sur l'industrie extractive : elle est entreprise conjointement par l'Office fédéral de la statistique et le Ministère des mines et de l'énergie, auprès des établissements de dix employés et plus.

51. Les concepts, les définitions et les classifications utilisés sont, en général, conformes aux normes des Nations Unies. Les données de l'enquête sur l'industrie manufacturière sont régulièrement publiées. L'Office fédéral de la statistique n'a pu encore mettre en place un répertoire industriel couvrant au moins les principales villes et zones urbaines du pays, faute de moyens financiers. Par ailleurs, l'organisation des enquêtes souffre beaucoup de l'insuffisance de personnel qualifié et de véhicules. Au cours des trois prochaines années, l'Office fédéral de la statistique prévoit, d'une part, de constituer un répertoire central des entreprises opérant dans le pays en vue de faciliter l'introduction d'un système intégré d'enquêtes économiques, et d'autre part, d'étendre la couverture des enquêtes aux établissements comptant 5 à 9 employés.

Ouganda

52. Le développement des statistiques industrielles en Ouganda au cours des huit dernières années a été perturbé par les changements qui ont affecté le pays en 1971 dans le domaine économique, ainsi que par les nombreuses réorganisations intervenues sur le plan administratif.

53. C'est ainsi que les enquêtes annuelle et mensuelle sur la production industrielle qui constituent les seules activités de collecte de données sur le secteur industriel, ont été organisées de façon très irrégulière ou ont abouti, lorsqu'elles ont pu être effectuées, à des résultats peu fiables et de couverture très limitée.

54. Les enquêtes annuelle et mensuelle sur la production industrielle sont réalisées auprès des établissements employant dix personnes et

plus (excepté pour 1971 où le seuil dimensionnel était de cinq employés et plus) et exerçant dans les industries extractives, les industries manufacturières, la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau. Les concepts, les définitions et les classifications utilisés, ainsi que la liste des données recueillies sont, dans l'ensemble, conformes aux recommandations internationales.

55. Le Bureau de la statistique de l'Ouganda dispose de moyens financiers, matériels et en personnel très limités. Au cours des trois prochaines années, il envisage d'élargir le champ de l'enquête annuelle et d'améliorer l'enquête mensuelle sur la production industrielle.

Rwanda

56. La Direction générale de la statistique du Rwanda organise régulièrement, depuis 1967, une enquête annuelle auprès des entreprises industrielles, commerciales et de service qui tiennent une comptabilité. Il est demandé aux entreprises enquêtées de joindre au questionnaire rempli des copies de leurs bilans et de leurs comptes d'exploitation, de pertes et de profits de l'exercice.

57. La principale difficulté rencontrée par les statisticiens rwandais tient au fait qu'il n'existait pas, jusqu'à une époque récente, un Plan comptable national permettant la normalisation des comptabilités des entreprises par des règles de présentation et d'évaluation des données et des résultats. Avec la création et la diffusion du Plan comptable rwandais, il est permis de penser que les statistiques industrielles vont connaître un développement important. Dans le cadre de l'application de ce Plan, les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 10 millions de francs rwandais rempliront, à compter de l'exercice 1979, un questionnaire statistique faisant l'objet d'une annexe au décret-loi portant création du Plan comptable. Les entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 10 millions de francs rwandais rempliront, quant à elles, un modèle de questionnaire simplifié.

58. Il convient de souligner que les recommandations internationales en matière de statistiques industrielles ont connu, jusqu'à maintenant, une application très limitée au Rwanda. Des mesures devraient être prises pour combler cette lacune, parallèlement à la mise en oeuvre du Plan comptable rwandais. Celles-ci doivent tendre principalement à l'accroissement des moyens financiers, matériels et en personnel disponibles.

Sénégal

59. Le système de statistiques industrielles du Sénégal comprend :

- une enquête annuelle, dont le circuit de collecte a été modifié en 1976 par l'entrée en application du Plan comptable sénégalais; d'une part, les documents de fin d'exercice se

substituent aux questionnaires précédemment utilisés, d'autre part ces documents servent de base à la création et à la gestion d'une banque de données économiques et financières ;

- une enquête sur la production industrielle effectuée trimestrielllement et dont les données servent à l'élaboration de l'indice de la production industrielle ;
- enfin, une enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie : introduit dans l'organisation des statistiques industrielles au Sénégal en 1971, ce type d'enquête a pour objectif d'informer le Gouvernement et tous les autres utilisateurs intéressés sur la situation et les perspectives à court terme dans l'industrie.

60. Par ailleurs, la Direction de la statistique du Sénégal a entrepris deux recensements industriels en 1962 et 1969 respectivement et un recensement général des activités économiques en 1974. Ces recensements ont permis notamment de retracer la chronologie de l'industrialisation au Sénégal et d'élaborer un tableau d'échanges inter-industriels.

61. En attendant la mise en place d'une structure administrative à même de résoudre tous les problèmes inter-administratifs découlant de la modification du circuit de collecte, l'exploitation des données comptables et leur stockage sont assurés par un "Centre unique de collecte de l'information" (CUCI).

62. Le champ de l'enquête annuelle englobe, à l'heure actuelle, les 600 premières entreprises par la valeur ajoutée, qui réalisent plus de 95 p. 100 de la valeur ajoutée totale recensée au niveau national. Cet échantillon très représentatif du secteur moderne a pu être constitué grâce au recensement général des activités économiques entrepris en 1974.

63. Le programme de travail de la Direction de la statistique dans le domaine des statistiques industrielles n'est pas encore définitivement arrêté. L'esquisse provisoire de ce programme prévoit :

- la mise en place des conditions d'une approche intégrée de la collecte (élaboration d'un système de nomenclatures, immatriculation unique des entreprises et définition des objectifs prioritaires de l'exploitation) ;
- la réorganisation des structures et procédures du "Centre unique de collecte de l'information" (réorganisation fonctionnelle, définition des différentes phases d'exploitation et des conditions d'accès et d'utilisation des données, mise en place de systèmes de liaison avec les entreprises et entre les différents Départements administratifs ; et
- la création d'un outil de gestion (définition du système de traitement automatique, création d'un centre informatique, formation des utilisateurs par les informaticiens).

64. La Direction de la statistique du Sénégal est dotée d'un personnel relativement nombreux et qualifié et de moyens matériels appropriés.

Somalie

65. C'est en 1967 que le Département central de la statistique du Haut commissariat au Plan organisa, pour la première fois, une enquête industrielle. Par la suite, cette opération a été réalisée tous les ans, auprès de tous les établissements comptant cinq personnes occupées au moins et dont l'activité s'exerce dans les industries extractives et manufacturières, la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau. En 1974, un recensement industriel a été effectué qui a couvert l'ensemble des établissements entrant dans le champ de l'enquête annuelle et 10 p. 100 des petites unités industrielles du pays (établissements comptant moins de cinq personnes occupées).

66. Les enquêtes industrielles sont exploitées manuellement et leurs résultats, relativement bien détaillés, font l'objet de publications qui paraissent régulièrement. Les moyens mis en oeuvre dans le cadre de la collecte, de l'exploitation et de l'analyse des données sur l'industrie sont encore assez limités. Le Département central de la statistique envisage d'organiser un recensement industriel en 1980. Il se propose en outre d'améliorer la méthodologie et la couverture de l'enquête annuelle au cours des prochaines années.

Soudan

67. Créée en 1963 pour répondre aux besoins sans cesse croissants en données statistiques sur le secteur industriel, la Division des statistiques industrielles du Bureau de la statistique du Soudan a réalisé deux enquêtes industrielles à ce jour. La première enquête a été organisée en 1972 à l'échelon national et a couvert l'ensemble des établissements industriels et artisanaux du pays (seuls les établissements industriels de 25 employés au moins ont fait l'objet d'un dénombrement complet). La seconde enquête a été entreprise en 1974. Elle a été limitée aux trois plus importantes villes du pays en raison de l'insuffisance des ressources disponibles, d'une part, et d'autre part, compte tenu du fait que 75 p. 100 environ des activités industrielles du pays étaient concentrées dans ces trois villes.

68. Des efforts très importants doivent être entrepris, dans le domaine de la formation notamment, pour parvenir à mettre en place un système intégré et cohérent de statistiques industrielles dans le pays. Le programme de travail du Bureau de la statistique du Soudan prévoit l'organisation, au cours des trois prochaines années, d'une enquête nationale sur l'industrie.

Souaziland

69. Plusieurs enquêtes industrielles ont été effectuées au Souaziland au cours des dix dernières années. Il s'agit d'enquêtes annuelles

auprès d'établissements employant 10 personnes ou plus et exerçant dans les industries extractives et manufacturières, la production d'électricité et d'eau, et la construction. Toutefois, la périodicité annuelle de ces enquêtes n'a pas été toujours respectée en raison de problèmes de personnel. Les difficultés rencontrées dans ce domaine ont également eu pour conséquence de retarder considérablement la publication des résultats des enquêtes. Par ailleurs, le développement des statistiques industrielles au Swaziland a beaucoup souffert, au cours des dix dernières années, de l'insuffisance des moyens matériels disponibles et de l'inadaptation du questionnaire de l'enquête jugé trop complexe par un grand nombre d'établissements.

70. L'Office statistique du Swaziland s'employera à résoudre ces problèmes dans les années à venir. Un accent particulier sera mis sur la formation.

Tanzanie

71. Le Bureau de la statistique de Tanzanie procède à trois types d'enquêtes sur le secteur industriel :

- des enquêtes annuelles : elles sont réalisées auprès des établissements comptant dix personnes occupées au moins et appartenant aux secteurs des industries extractives et manufacturières, de la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau ; les informations recueillies portent sur les caractéristiques générales de l'établissement, l'emploi et les salaires, la formation de capital, la puissance installée, les matières consommées et la production ; la publication la plus récente remonte à 1974 ;
- des recensements industriels : un premier recensement industriel a été organisé en 1969, dont les résultats furent médiocres en raison du taux élevé des non-réponses ; la deuxième opération du genre est actuellement en préparation ; la taille minimum des établissements couverts par les recensements industriels a été fixée à 5 personnes occupées ;
- enfin, des enquêtes mensuelles sur la production industrielle : elles sont effectuées auprès des établissements manufacturiers comptant 50 personnes occupées au moins et recueillent des informations sur les effectifs employés, les salaires, la production (en quantité et en valeur) et les ventes réalisées ; les résultats des enquêtes mensuelles sur la production industrielle ne sont pas publiés.

72. Les difficultés rencontrées se situent principalement au niveau de la liste des établissements utilisée (non exhaustivité), du taux des non-réponses, de la qualité des données recueillies, de l'exploitation (manuelle) et de la publication des résultats. Ces difficultés pourraient être surmontées grâce à un accroissement des moyens financiers, matériels et en personnel mis à la disposition du Bureau.

Les priorités nationales à court et moyen termes dans le domaine des statistiques industrielles concernant la réalisation du recensement industriel en cours de préparation, l'exploitation et la publication des données des enquêtes annuelles effectuées en 1975, 1976 et 1977 et la construction d'un indice de la production industrielle.

Zaïre

72. L'Institut national de la statistique du Zaïre a réalisé, au cours des dix dernières années, conjointement avec le Département de l'économie nationale :

- quatre enquêtes (en 1968, 1970, 1972 et 1974 respectivement) auprès des entreprises industrielles, agricoles, commerciales et de service qui tiennent une comptabilité (une cinquième enquête portant sur les exercices 1977 et 1978 est actuellement en préparation) ;
- des enquêtes mensuelles et trimestrielles de conjoncture ; et
- un recensement des petites et moyennes entreprises dans la ville de Kinshasa (1973).

73. Les statistiques industrielles et artisanales en République du Zaïre couvrent les industries extractives et manufacturières, la production et la distribution d'électricité et d'eau, et l'industrie du bâtiment. Les résultats des enquêtes effectuées au cours des dix dernières années ont été tous publiés. L'Institut national de la statistique du Zaïre est doté d'un personnel compétent et relativement nombreux ; il ne dispose pas, cependant, de moyens financiers et matériels suffisants.

74. Le programme de travail de l'Institut pour les trois années à venir prévoit :

- une enquête industrielle couvrant les grandes entreprises du pays (1981) ;
- une enquête sur la petite et moyenne entreprise dans trois importantes villes ; et
- une enquête sur le coût de construction en milieu rural.

II. SITUATION CONCERNANT LES STATISTIQUES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

75. Une trentaine de pays de la région communiquent, annuellement, au Bureau de statistique des Nations Unies, des informations sur la structure et les activités du secteur des bâtiments et travaux publics (1). Il s'agit des pays suivants : Algérie, Angola, Botswana, Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Lybie, Madagascar, Malawi, Maroc, Maurice, Mozambique, Ouganda, Réunion, Rhodésie du Sud, Rwanda, Sénégal, Souaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie, Zaïre et Zambie.

(1) Cf. Annuaire des statistiques du bâtiment et des travaux publics des Nations Unies.

76. L'examen de ces informations montre que les statistiques africaines sur le secteur du bâtiment et des travaux publics sont, dans l'ensemble, peu détaillées et de couverture limitée. En effet, il apparaît clairement qu'un nombre restreint de pays de la région élaborent des données sur :

- la valeur totale de la production du secteur des bâtiments et travaux publics ;
- la valeur des bâtiments et travaux publics réalisés ;
- les matières et services consommés selon leur nature ;
- le montant brut des acquisitions de capitaux fixes et le coût total des capitaux fixes neufs ;
- le nombre total de bâtiments et logements construits et leur superficie ;
- le nombre total de bâtiments nouvellement construits selon leur nature (bâtiments résidentiels, scolaires, commerciaux, industriels, hôpitaux, etc.) ;
- le nombre total et moyen de chambres disponibles dans les logements nouvellement construits ; et
- les travaux publics réalisés selon leur nature (construction de routes et de ponts, adduction d'eau, etc.).

77. Dans la majorité des cas, les données rassemblées portent sur :

- les permis de construire ;
- le nombre d'unités statistiques ;
- les effectifs employés ; et
- les traitements et salaires.

78. Les enquêtes sont effectuées principalement en milieu urbain et auprès des établissements ou entreprises d'une certaine taille. Les concepts, les définitions et les systèmes de classifications utilisés dans plus de vingt-cinq pays sont conformes aux recommandations internationales. Le secrétariat de la CEA ne dispose pas d'informations sur l'importance des moyens mis en oeuvre dans le cadre des enquêtes, ainsi que sur les principales difficultés rencontrées.

79. Enfin, aucun recensement national des établissements dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ne semble avoir été entrepris dans la région au cours des dix dernières années.

III. PRIORITES REGIONALES A MOYEN ET LONG TERMES
DANS LE DOMAINE DES STATISTIQUES INDUSTRIELLES,
DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

80. Compte tenu de ce qui précède, les efforts à entreprendre à moyen et long termes dans les pays de la région devraient tendre principalement à :

- mettre en place de façon graduelle des systèmes nationaux intégrés de statistiques industrielles (mise sur pied d'une autorité centrale responsable des enquêtes industrielles, établissement d'un répertoire central des unités industrielles, utilisation de concepts de base, de définitions et de systèmes de classification harmonisés, uniformisation de la couverture des enquêtes ayant des objectifs et une périodicité identiques, intégration de l'ensemble des statistiques industrielles au cadre de la comptabilité nationale ou à tout autre système d'évaluation des ressources nationales et de leur emploi, centralisation des résultats des différentes enquêtes dans une banque de données accessible à tous les utilisateurs) ;
- améliorer la qualité et la couverture des données recueillies ainsi que la portée des enquêtes ;
- développer la collecte des données auprès des petits établissements ;
- améliorer les méthodes d'exploitation des enquêtes ;
- assurer la publication rapide et une large diffusion des résultats de toutes les enquêtes (un certain nombre de pays de la région ne publient pas les résultats des enquêtes industrielles, privant ainsi les utilisateurs potentiels d'informations précieuses) ;
- renforcer les activités en matière de formation et notamment de spécialisation dans le domaine des statistiques industrielles du bâtiment et des travaux publics ; et
- accroître les moyens matériels et financiers mis en oeuvre dans le cadre des enquêtes sur les secteurs industriel, du bâtiment et des travaux publics.

81. Il est hautement souhaitable que les services statistiques africains établissent, dans les meilleurs délais, des programmes nationaux de développement des statistiques industrielles, du bâtiment et des travaux publics à moyen et long termes en prenant en considération les points énumérés ci-dessus. Ces programmes devraient être conçus comme partie intégrante des efforts à entreprendre pour développer le système statistique national dans son ensemble et non comme

une série d'actions indépendantes. En effet, les statistiques industrielles, du bâtiment et des travaux publics ont des rapports étroits avec les statistiques sur la consommation et les revenus des ménages, les statistiques de population, du travail, de la production et des prix. En outre, elles occupent une place importante dans l'élaboration des comptes nationaux (notamment dans la confection des tableaux entrées-sorties) et servent de base pour les études des marchés, l'établissement des modèles économétriques, la préparation et le contrôle de l'exécution des plans de développement.

82. Il paraît opportun de mettre un accent particulier sur la nécessité d'assurer une coordination efficace entre les efforts tendant à améliorer les statistiques industrielles, du bâtiment et des travaux publics et la mise en oeuvre à l'échelon national du Programme africain concernant la mise en place des dispositifs d'enquêtes sur les ménages. Les enquêtes auprès des ménages peuvent, en effet, rassembler des informations très utiles sur la structure et les activités des industries familiales et contribuer ainsi à améliorer de façon considérable les données sur les petits établissements.

83. L'approche intégrée du développement des statistiques industrielles, du bâtiment et des travaux publics améliorerait la cohérence et la couverture des données. Elle permettrait également d'importantes économies sur le plan matériel, financier et de l'utilisation des ressources en personnel.

84. Une quinzaine de pays francophones de la région ont procédé au cours des dernières années à une normalisation des comptabilités des entreprises en mettant en place un cadre de présentation et d'évaluation des données et des résultats apte à satisfaire le plus grand nombre possible d'utilisateurs et à un moindre coût. Ce cadre, que l'on appelle communément Plan comptable général OCAM, comporte notamment trois documents de synthèse (un tableau des soldes caractéristiques de gestion, un tableau de passage aux soldes des comptes patrimoniaux et le bilan) et deux annexes statistique et fiscale qui permettent de recueillir les données requises sur la structure et les activités des entreprises et des établissements. La mise en oeuvre du Plan comptable OCAM a été caractérisée, entre autres, par la substitution des documents comptables de fin d'exercice aux questionnaires utilisés lors des enquêtes annuelles. Cette modification du circuit de collecte des informations auprès des entreprises et établissements permet une disponibilité plus rapide des données. Par ailleurs, le Plan comptable OCAM, dont les concepts de base et les nomenclatures sont dans une large mesure compatibles avec les recommandations internationales, peut servir de base à la création et la gestion d'une banque de données économiques et financières.

85. Le Plan comptable OCAM constitue, incontestablement un important outil de développement des statistiques annuelles sur les entreprises. Cependant, sa couverture est limitée, pour l'instant, aux unités de grande taille et justifiant d'une comptabilité régulièrement tenue. Des travaux sont en cours dans un certain nombre de pays en vue de

son extension aux entreprises de taille moyenne. Ces travaux sont axés sur la simplification de l'annexe statistique, des tableaux de synthèse et des principaux comptes du Plan.

CONCLUSION

86. Ainsi qu'il a été mentionné plus haut, les statistiques industrielles, du bâtiment et des travaux publics jouent un rôle primordial dans le processus du développement économique et social. Elles sont relativement peu coûteuses ; aussi, les efforts visant à leur amélioration doivent-ils venir, pour une large part, des pays de la région eux-mêmes.

87. Le secrétariat de la CEA a organisé récemment des missions de consultation au Cameroun, au Mali, au Rwanda et en Gambie et aidé à l'organisation d'un cours sur les statistiques industrielles à l'Institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée de Kigali (IAMSEA). Il s'efforcera de poursuivre et de renforcer son assistance technique directe aux pays de la région dans les années à venir, conformément aux recommandations de la dixième session de la Conférence des statisticiens africains.

88. Dans le cadre de la mise en oeuvre de leurs programmes nationaux de développement des statistiques industrielles, du bâtiment et des travaux publics, les pays de la région pourront solliciter, par ailleurs, l'assistance du Programme des Nations Unies pour le développement sur la base des chiffres indicatifs nationaux de planification. Ils pourront faire appel également à des organismes de coopération bilatérale et multilatérale, tels que l'Agence suédoise pour le développement international, le Fonds français de coopération, le Ministère chargé de la coopération avec les pays d'outre-mer de Grande-Bretagne, la Banque mondiale, la Communauté économique européenne, etc.
